

Les défis de Dilma Rousseff et le rôle de la gauche

Iole Iliada Lopes

Dirigeante du Parti des Travailleurs (PT) du Brésil, et directrice de la Fondation Perseu Abramo où elle est responsable de la coopération internationale.

Toute analyse de la situation politique au Brésil doit tenir compte de la récente victoire des forces de gauche et progressistes avec l'élection de Dilma Rousseff à la Présidence de la République, en octobre 2010.

Cela a été une victoire importante car pour la première fois une femme préside le Brésil, un pays marqué par une culture patriarcale et machiste. Et, surtout, Dilma Rousseff n'est pas une femme quelconque. Ancienne détenue politique, torturée pendant la dictature, elle s'est toujours battue pour la démocratisation et la transformation du pays. Lors des élections d'octobre 2010, elle a représenté pour le peuple brésilien la volonté de continuité, d'approfondissement du projet mis en œuvre au cours des huit dernières années par le gouvernement Lula.

Soyons clairs : cela veut dire que la gauche a gagné son troisième mandat consécutif au Brésil.

Il est essentiel de comprendre cette victoire dans sa dimension historique, victoire qui se situe dans un contexte plus large de débat entre deux projets, deux façons de penser le développement capitaliste au Brésil : la voie conservatrice et la voie démocratique. Et pour une série de raisons historiques – parmi lesquelles les divisions de la bourgeoisie elle-même et la croissance de la participation politique des couches populaires –, à partir de 1989 la voie démocratique est privilégiée par la gauche qui y introduit une vision populaire et socialiste.

Ce débat se reproduit à l'occasion de toutes les élections pour la Présidence de la République depuis la fin de la dictature. Nous avons ainsi vu la défaite

de la gauche en 1989, 1994 et 1998, mais aussi ses victoires en 2002, 2006 et maintenant en 2010.

Malgré son score relativement élevé, la candidature de Marina Silva au premier tour n'a pas constitué un véritable projet alternatif. On pourrait presque affirmer que la montée de la candidature de Marina Silva a été un des effets collatéraux d'une campagne caractérisée, au premier tour, par un insuffisant débat politique et idéologique et où, par conséquent, les positions programmatiques opposées ont rarement été explicitées publiquement.

Les combats de la prochaine période

Lors de ces élections, l'opposition a cherché à mobiliser en sa faveur les forces les plus réactionnaires, conservatrices et fascistes du pays. Elle a pu compter avec le soutien explicite et tacite des grands médias traditionnels. En revanche, la gauche a pu compter sur la participation de groupes militants organisés, de mouvements sociaux et d'importantes parties de la population—principalement lors du deuxième tour—qui ont été déterminants pour la victoire.

Malgré la victoire électorale, ce serait néanmoins une grave erreur de considérer ce combat comme terminé. En effet, au cours des prochaines années, au Brésil, il se poursuivra par une bataille concernant les choix que le gouvernement Dilma devra entreprendre.

La droite est encore active

Du point de vue de la gauche brésilienne en ce qui concerne les intérêts de la classe ouvrière, il est essentiel que nous soyons en mesure de réaliser un gouvernement encore plus avancé que celui de Lula.

Cela implique l'approfondissement du caractère démocratique et populaire du projet de développement mis en œuvre dans le pays, en élargissant le rôle de l'État en tant que promoteur de la croissance économique et en réalisant des réformes structurelles qui puissent effectivement redistribuer la richesse, le pouvoir et les droits. Nous mentionnons, entre autres priorités de ce projet, les réformes fiscale, agraire, urbaine, politique et de l'éducation, ainsi que la démocratisation des médias, la consolidation de notre système universel de santé (SUS), l'approfondissement de l'intégration latino-américaine et le renforcement de notre insertion souveraine dans le monde.

Du point de vue de la droite, il s'agit d'empêcher ces avancées afin d'amener le gouvernement Dilma à un recul par rapport au modèle de développement mis en œuvre principalement au cours du deuxième mandat de Lula. Modèle qui a été garant de l'amélioration générale des indicateurs économiques et sociaux du pays, même en prenant en considération la crise dans laquelle est entré le capitalisme à partir du 2008—crise qui, par ailleurs, est encore loin d'être terminée.

Certains négligent la capacité d'action de la droite sur le gouvernement Dilma et sur l'avenir du pays dans la prochaine période, en estimant que la récente défaite électorale l'a mise hors jeu, et que le gouvernement détient une majorité au Congrès capable d'approuver ses projets et propositions. Rien de plus trompeur. À ce propos, une analyse plus attentive s'impose.

Tout d'abord, la défaite électorale de la droite a été relative. Il suffit de rappeler qu'elle a gagné les gouvernements d'importants États du Brésil, y compris São Paulo et Minas Gerais, les deux plus grands collèges électoraux.

De plus, ayant mobilisé et utilisé pendant les élections la pensée ultraconservatrice et réactionnaire, l'opposition a trouvé un discours et une base sociale qui, avec les idées néolibérales, peuvent constituer le point de départ de sa réorganisation et reconstitution avec, cette fois, un nouveau visage, un visage plus clairement à droite.

Et même si la droite n'a pas atteint son objectif principal, celui de reprendre la Présidence de la République, elle continue à disposer d'autres secteurs clés du pouvoir. Il suffit de rappeler qu'elle a le contrôle du système de production, d'une bonne partie de la richesse, des grands médias, de plusieurs moyens de diffusion culturelle et de secteurs importants de l'État comme par exemple le système judiciaire.

À propos des médias, il convient de souligner qu'au Brésil ils sont déjà depuis un bon moment le principal instrument par lequel la droite cherche à influencer l'opinion publique et les orientations politiques du pays, véhiculant ses idées comme si elles étaient des «vérités scientifiques», dénaturant les faits et répandant valeurs et opinions, souvent déguisés sous un faux masque de «neutralité».

À l'heure actuelle, au Brésil, ces médias opèrent sur deux fronts. Le premier cherche à créer un «malaise» entre les gouvernements Lula et Dilma, en critiquant le prédécesseur et disant de Dilma qu'elle est plus «responsable» du point de vue administratif et fiscal ; ou, comme dans le domaine de la politique étrangère, en exaltant son «pragmatisme» et critiquant le caractère «idéologique» de l'administration Lula dans les affaires internationales.

Le deuxième volet vise à influencer directement le programme du gouvernement, en ouvrant un espace considérable aux idéologues du néolibéralisme, en leur permettant de défendre un agenda politique et économique en opposition à celui consacré par le vote populaire dans les urnes, en faveur de réductions de dépenses publiques et de «l'ajustement budgétaire».

C'est pour cela que la question des médias est si importante. Impossible de parler de démocratie à part entière dans un pays où la prétendue «liberté d'expression», loin d'être un droit pour tous, est juste un privilège des patrons de presse, secteur très oligopolistique au Brésil.

Des contradictions dans la coalition gouvernementale

N'oublions pas que Dilma Rousseff ne se heurtera pas seulement à l'opposition ; elle devra aussi faire face aux contradictions présentes dans un gouver-

nement de coalition. Rappelons-nous que, si apparemment le gouvernement possède une majorité parlementaire pour approuver ses projets, *celle-ci n'est pas une majorité de gauche*. Cela signifie qu'une bonne partie des députés et sénateurs, idéologiquement fidèles aux idées conservatrices, aura tendance à *ne pas voter* des projets impliquant des changements plus profonds et radicaux en faveur des travailleurs.

La composition du ministère de Dilma Rousseff est aussi l'expression des contradictions qui résultent d'une coalition de gouvernement dominée par un parti de gauche, mais également constituée par des partis de centre.

Outre faire face à l'opposition de droite et aux contradictions internes du gouvernement, le gouvernement Dilma devra répondre à un troisième défi : celui de faire face à un cadre économique mondial instable et peu dynamique, et surtout aux risques d'augmentation des prix des *commodities*, en générant d'une part l'inflation et de l'autre une croissance du secteur primaire de notre structure de production et de nos exportations.

Le rôle du PT

Compte tenu de cette situation, quel est le rôle que la gauche doit jouer pour que le Brésil puisse continuer à avancer, pour que le gouvernement Dilma fasse encore mieux que celui de Lula, en cumulant ainsi des forces nécessaires pour aller vers un projet socialiste ?

Tout d'abord il est important de construire un projet commun et la plus grande unité possible des forces de gauche et progressistes qui partagent cette même compréhension et qui défendent ce même objectif.

Nous faisons référence ici autant à l'action coordonnée des partis politiques du camp démocratique et populaire—PT, PCdoB, PSB et PDT—qu'aux liens entre eux et les mouvements sociaux et syndicaux. Il est indispensable que ces partis se constituent comme l'aile gauche du gouvernement de centre gauche de Dilma Rousseff, en défendant de l'intérieur les positions les plus progressistes, tout en gardant des relations articulées avec les aspirations et revendications des mouvements sociaux et de la classe ouvrière.

Dans ce processus, le PT joue un rôle déterminant et a une responsabilité particulière puisqu'il est aujourd'hui le plus grand parti de gauche au Brésil, avec une présence majoritaire tant dans le gouvernement que parmi ceux qui intègrent les mouvements sociaux.

Pour accomplir cette tâche, la première leçon à retenir concerne les différents rôles que la gauche doit jouer dans le gouvernement, dans les partis et dans les mouvements sociaux. Soutenir un gouvernement et l'appuyer dans la gouvernance ne doit pas entraîner une perte d'autonomie pour organiser les demandes et les revendications populaires et avoir la capacité de critiquer et de mener les batailles nécessaires. C'est primordial pour que le gouvernement ne

reste pas l'otage de la pression des forces du centre et de droite—à l'intérieur ou à l'extérieur du gouvernement—et des intérêts du capital.

Dans la pratique nous savons que ce n'est pas quelque chose de simple. Dans le cas brésilien, on pourrait dire que les mouvements sociaux semblent avoir appris cette leçon—voir le cas récent de contestation au sujet du salaire minimum, où les syndicats, y compris la CUT, se sont battus pour une augmentation plus importante que celle proposée par le gouvernement. Malheureusement, une hausse inférieure a été adoptée, par crainte qu'une augmentation du pouvoir d'achat d'une partie considérable de la population sans une hausse équivalente de la production de biens de consommation de masse ait pour effet l'inflation et le «déséquilibre» des comptes publics. Le problème, dans ce cas, est celui du choix de l'ancienne formule néolibérale: contenir l'inflation par le biais de la suppression de la demande, dont les effets néfastes sont bien connus. Cette même logique a justifié l'augmentation récente des taux d'intérêt. Pour éviter ce piège, le gouvernement doit rapidement adopter des mesures pour accroître l'offre de biens et de produits.

Dans le cas du PT, le débat sur l'autonomie est encore plus difficile, compte tenu du fait qu'il est directement identifié comme étant le *parti du gouvernement* et, pour une grande partie de la population, il est difficile de concevoir que le parti et le gouvernement puissent avoir des positions différentes. Cependant, il faut toujours se rappeler que les gouvernements sont des expériences contingentes autant politiquement qu'historiquement. Politiquement, parce qu'un gouvernement est toujours soumis à une corrélation de forces déterminée; et historiquement, parce qu'il se déroule toujours dans une durée précise (même si elle peut varier de plusieurs manières). Par conséquent, les décisions des gouvernements, surtout quand elles sont le résultat de la voie électorale, doivent nécessairement prendre en compte les dimensions tactiques.

Un parti, néanmoins, doit être porteur d'un projet stratégique à long terme. Il doit être l'expression d'idéaux et d'un plan d'action qui aient pour horizon le changement des rapports de forces et, dans le cas de la gauche, la transformation plus profonde de la société. Ainsi, son programme ne peut pas être subordonné au programme du gouvernement, qui, par essence, tend à être plus éloigné, plus timide, plus voué à la médiation. À l'inverse, le programme le plus avancé du parti et sa vision stratégique doivent fournir les paramètres sur lesquels le gouvernement doit s'orienter—même s'il doit, dans son exercice quotidien bâtir des accords et des médiations.

Afin de fournir cette vision stratégique et programmatique, le PT doit être en mesure d'effectuer une analyse structurelle et de classe de la société brésilienne, ainsi que des caractéristiques et de l'état du développement du capitalisme dans le pays. Cet aspect de la formulation politique est essentiel pour un parti de gauche.

Un autre défi de la gauche au Brésil est celui de conduire la bataille idéologique et culturelle contre les secteurs et les idées réactionnaires, sexistes, homophobes et fascistes qui se sont exprimés avec force pendant la campagne, démontrant que, malgré les progrès indéniables obtenus dans les domaines des droits de l'homme, de la tolérance et de l'égalité sociale, il y a encore un long chemin à parcourir.

Pour la gauche, une des leçons des urnes est que l'amélioration économique de la vie des gens et l'élévation de ce que nous appelons la classe moyenne ne garantit pas *automatiquement* l'amélioration du niveau de prise de conscience politique et culturelle de ces mêmes couches sociales. Au contraire, sans une lutte pour l'hégémonie et l'action politique auprès de ces catégories, la tendance est que l'ascension sociale finisse par les amener à reproduire le comportement des classes supérieures.

Tels sont les défis. Les conditions historiques pour réussir existent. Le gouvernement Dilma peut effectivement devenir une expérience encore plus performante et transformatrice de ce qu'a été le gouvernement précédent, précisément parce qu'il a hérité d'un pays plus structuré, plus souverain et plus équitable que celui reçu par Lula en 2003. Pour ce faire, cependant, il faut que la gauche brésilienne tire les leçons du passé, récent et éloigné, sans oublier que le gouvernement est une partie importante du pouvoir, mais que la lutte pour la construction d'une société juste et égalitaire—une société socialiste—a besoin de plus que cela. Le rôle des gouvernements de gauche doit être de contribuer à l'accumulation de forces, en allant vers le renforcement et l'octroi de davantage de richesses et de pouvoir effectif pour la classe ouvrière.